



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

DEMANDE DE PROPOSITIONS N° DP/Z00/DBA/081/2025

**SÉLECTION D'UN PRESTATAIRE CHARGÉ DE RÉALISER L'AUDIT DE LA
COMMUNICATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BCEAO)**

AVRIL 2026

PREMIÈRE PARTIE : INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Préambule

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est l'Institut d'émission commun aux huit (8) Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La BCEAO exerce ses activités à travers :

- son Siège, basé à Dakar (Sénégal) ;
- une Direction Nationale dans chacun des Etats membres, comprenant une Agence Principale et une ou plusieurs Agences Auxiliaires ;
- le Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCB) de l'UMOA, sis à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- le Centre de Traitement Fiduciaire (CTF), installé à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) ;
- la Représentation auprès des Institutions Européennes de Coopération (RIEC), sise à Paris (France).

SECTION I : DISPOSITIONS GENERALES

I.1. Conditions de participation

La participation à la présente demande de propositions est ouverte à tous les soumissionnaires éligibles, disposant de qualifications techniques et financières correspondant aux exigences des Termes de référence.

Toutefois, les sociétés impliquées dans des activités illégales, notamment le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme, la corruption, les pratiques collusoires, frauduleuses ou coercitives, ne sont pas autorisées à prendre part au présent appel à concurrence.

En outre, tout candidat en situation de conflit d'intérêt devra en informer la Banque Centrale dans sa lettre de soumission, en précisant les termes dudit conflit d'intérêt.

I.2. Frais de soumission

Il n'est pas exigé de garantie de soumission.

Le soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. La Banque Centrale ne sera en aucun cas responsable de ces frais, ni tenue de les régler, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure de sélection.

I.3. Monnaie de soumission et de paiement

La monnaie utilisée est le franc CFA. Toutefois, les soumissions valorisées en euros seront acceptées pour les fournisseurs établis hors de la zone UMOA. Cependant, pour des besoins de comparaison, toutes les offres seront converties en francs CFA.

I.4. Régime fiscal

En vertu des dispositions des articles 28 du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), du 20 janvier 2007, 7 des Statuts de la BCEAO, 10, paragraphe 10-1 du Protocole relatif aux privilèges et immunités de la BCEAO, annexés audit Traité, [8 de l'Accord de Siège conclu le 21 mars 1977 entre le Gouvernement de la République du Sénégal et la BCEAO], et 11 de l'Accord de coopération entre la République Française et les Républiques membres de l'UMOA, du 4 décembre 1973, la Banque Centrale bénéficie, dans le cadre de ce marché, du régime de l'exonération de tous impôts, droits, taxes et prélèvements d'effet équivalent dus dans les Etats membres de l'UMOA.

I.5. Langue de soumission

Les offres et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le soumissionnaire et la Banque Centrale, devront être rédigés en langue française.

I.6. Groupement

Les groupements sont autorisés dans le cadre de la présente Demande de propositions. Toutefois, seule la forme "groupement solidaire" est acceptée.

A ce titre, les entreprises concernées devront présenter, dans leur soumission, l'acte constitutif du groupement signé par les Parties. Ce document devra indiquer, en outre, le chef de file dudit groupement.

Ainsi, l'absence dudit document dans la soumission constituerait un motif de rejet de celle-ci, le cas échéant.

I.7. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée dans le cadre de ce marché.

I.8. Conformité des offres

Toute offre qui ne répondra pas explicitement aux exigences du présent dossier d'appel d'offres sera déclarée non conforme.

I.9. Evaluation des offres

Une Commission des Marchés procédera à la vérification de la conformité technique, à l'évaluation financière et au classement des offres reçues.

Préalablement à l'évaluation des offres, la BCEAO se réserve le droit de procéder à la vérification de l'éligibilité des soumissionnaires, eu égard notamment aux législations relatives à la lutte contre les activités illégales visées à l'article I.1, alinéa 2, en vigueur dans l'espace UMOA.

L'évaluation des offres se fera sur la base de l'examen de leur conformité aux spécifications techniques du dossier de Demande de propositions, d'une part, de l'analyse et la comparaison des prix proposés, d'autre part.

Il sera procédé à des ajustements de prix en cas d'erreurs arithmétiques. De même, s'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi.

A l'issue du dépouillement, le marché pourra faire l'objet de négociations commerciales avec le soumissionnaire pressenti.

Le montant de l'offre du soumissionnaire devra correspondre à cent pour cent (100%) des livrables proposés.

I.10. Vérification de la qualification des soumissionnaires

La Banque Centrale se réserve le droit de vérifier par tous les moyens appropriés les capacités technique et financière, notamment la solvabilité, du fournisseur classé premier à exécuter le marché de façon satisfaisante.

Cette vérification sera fondée sur l'examen des preuves de qualification que la Banque Centrale jugera nécessaires. Si le résultat n'est pas satisfaisant, le soumissionnaire est déclaré non qualifié au profit de celui classé second, qui sera soumis aux mêmes contrôles.

I.11. Attribution du marché

Le marché sera attribué à un soumissionnaire dont l'offre est jugée économiquement avantageuse pour la Banque Centrale au terme de l'analyse combinée des spécifications techniques et des prix unitaires proposés.

La BCEAO se réserve le droit d'accepter ou de refuser toute offre, et d'annuler la Demande de propositions en rejetant toutes les offres, à tout moment, avant l'attribution du marché.

Préalablement à l'attribution du marché, la BCEAO s'autorise de procéder à une vérification du caractère raisonnable des prix proposés dans le cadre de la présente procédure. Une conclusion négative (des prix déraisonnablement élevés ou bas) constitue un motif de rejet de l'offre, à la discrétion de la BCEAO. Dans ce cas, elle invitera le soumissionnaire classé deuxième à l'issue de l'évaluation technique et financière des offres pour des négociations.

I.12. Publication des résultats et notification du marché

Les résultats de la Demande de propositions seront publiés sur le site internet de la BCEAO.

A cet égard, tout candidat pourra former un recours gracieux, par écrit, adressé au Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés, à compter de la publication des résultats.

Le recours ne pourra porter que sur l'attribution du marché. Le délai de réponse de la BCEAO sera de dix (10) jours maximum. Passé ce délai et sans une réponse de la BCEAO, le recours devra être considéré comme rejeté.

L'attribution du marché sera notifiée au soumissionnaire retenu. Un contrat lui sera soumis pour signature. La date de signature du contrat par les deux Parties constitue le point de départ des délais contractuels d'exécution du marché.

I.13. Confidentialité

Dans le cadre de la présente procédure, chaque partie s'engage à préserver le caractère confidentiel de toute information communiquée comme telle. Ainsi, le prestataire sera tenu notamment de :

- garder confidentiels tous documents et informations de quelque nature qu'ils soient, qui lui auront été communiqués par la BCEAO ou dont il aura eu connaissance, quels qu'en soient la forme, le support et le contenu, dans le cadre de l'exécution de ses prestations ;
- n'utiliser ces documents et informations qu'aux seules fins d'exécuter le marché. En conséquence, même après la cessation du contrat, le prestataire ne peut les communiquer à des tiers ou les exploiter dans ses relations avec ceux-ci, sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la BCEAO ;
- prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment auprès des membres de son personnel appelés à prendre connaissance de ces documents ou à connaître ces informations, et dont le prestataire répond entièrement en la matière, pour prévenir et éviter leur divulgation à des tiers, de quelque manière que ce soit ;
- restituer ou détruire, sans délai à la BCEAO, à sa demande, au terme de l'exécution de la présente mission ou à la date de prise d'effet de la protection, les documents, rapports et données et autres informations qu'elle juge confidentiels.

I.14. Assurance

Le soumissionnaire retenu et/ou son sous-contractant éventuel devront, à leur charge, souscrire des polices d'assurance valables pendant toute la durée du contrat.

I.15. Litiges et contestations

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend né de l'exécution ou de l'interprétation du marché.

A défaut de règlement à l'amiable, le différend sera, de convention expresse, soumis à l'arbitrage selon le Règlement d'arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), et tranché par un (1) arbitre ad hoc désigné conformément à ce Règlement.

L'arbitrage se déroulera en langue française à Dakar (Sénégal), selon le droit sénégalais.

Les frais de l'arbitrage seront à la charge de la Partie succombante.

SECTION II : DISPOSITIONS PARTICULIERES

I.16. Objet

La présente Demande de propositions porte sur la sélection d'un prestataire chargé de réaliser l'audit de la communication de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

I.17. Allotissement

Le marché est constitué d'un lot unique et indivisible.

I.18. Visite des lieux

Il n'est pas prévu de visite des lieux dans le cadre de la présente Demande de propositions.

I.19. Options

Aucune option n'est sollicitée dans le cadre de cette Demande de propositions.

I.20. Variantes

Aucune variante n'est sollicitée dans le cadre de cette Demande de propositions.

I.21. Présentation des soumissions

Les offres devront comprendre les quatre **(4) parties distinctes** ci-après :

- une lettre de soumission dûment signée par le responsable habilité ;
- une présentation du soumissionnaire ;
- une offre technique ;
- une offre financière.

I.21.1. Lettre de soumission

Le soumissionnaire devra produire une lettre de soumission selon le modèle joint en **Annexe 1**, précisant tous les éléments de sa proposition. Cette lettre devra être signée par le représentant dûment habilité de l'entreprise soumissionnaire.

La non-fourniture de la lettre de soumission peut être un motif de rejet de la soumission.

I.21.2. Présentation du soumissionnaire

La présentation du soumissionnaire devra comprendre au minimum les informations et documents ci-après :

- une fiche d'information du soumissionnaire dont le modèle est joint en **Annexe 2**.
- une présentation générale de la société (dénomination, adresse, zones de couverture) ainsi que les copies des documents attestant du statut juridique et du numéro d'immatriculation de la société au registre de commerce et à l'institution fiscale ;
- une liste de marchés similaires réalisés avec la fourniture des attestations de bonne exécution y afférentes.

Par ailleurs, le soumissionnaire devra fournir un relevé d'identité bancaire conforme aux normes de codification bancaire internationales.

I.21.3. Proposition technique

La proposition technique devra être présentée conformément aux dispositions ci-après :

- **Présentation synthétique de l'offre** : faire un résumé clair et concis de l'offre proposée pour la réalisation de l'audit de la communication de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO),
- **l'approche méthodologique** : proposer une démarche pour la réalisation de la mission ainsi que la production des livrables attendus,
- **Liste exhaustive des intervenants (Personnel clé)** : Pour chaque intervenant, fournir les informations ci-après :
 - CV détaillé ;
 - Domaine d'expertise spécifique (en lien avec le domaine de la mission) ;
 - Certifications professionnelles pertinentes ;
 - Références de projets similaires réalisés.

I.21.4. Proposition financière

La proposition financière, selon le modèle joint en **Annexe 3**, devra comprendre une offre de prix. Les prix indiqués par le soumissionnaire devront être établis en hors taxe et inclure tous les frais de déplacement et de séjour. Ils seront fermes, non révisables.

La Banque Centrale ne prend pas en charge les diligences liées à l'organisation des déplacements et séjours éventuels. Le soumissionnaire devra donc évaluer les frais y afférents et les inclure dans sa proposition financière.

La proposition devra être détaillée (en nombre ou volume horaire et prix) en faisant ressortir notamment les éléments ci-après :

- honoraires ;
- frais de déplacement ;
- frais de séjour ;
- frais de logistique (secrétariat, télécommunication, etc.).

Toute prestation suggérée par le soumissionnaire dans sa proposition et pour laquelle aucun prix n'est fourni, sera considérée comme incluse dans la proposition principale et ne donnera lieu à aucune facturation supplémentaire.

I.22. Période de validité des offres

La validité des offres devra être d'au moins **120 jours à compter de la date limite de dépôt** de celles-ci.

I.23. Date et heure limite de transmission des offres

Les offres devront être exclusivement transmises en version PDF, par voie électronique, à l'adresse courrier.ZDBA-SAMA@bceao.int au plus tard le **14 mai 2026 à 12 heures TU**, délai de rigueur.

Les courriels de transmission devront porter le titre **“AO/Z00/DBA/081/2026 - Sélection d'un prestataire chargé de réaliser l'audit de la communication de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)”**.

Les fichiers volumineux ne pouvant pas être transmis en un seul message pourront faire l'objet de plusieurs envois. Dans ce cas, il conviendrait de préciser, en fonction du nombre d'envois, la mention 1/X, X étant le nombre total d'envoi de la soumission.

Aucun pli expédié par voie postale (DHL, Chronopost, EMS, etc) ou par porteur ne sera recevable.

I.24. Informations complémentaires

Pour toute demande d'informations complémentaires, les candidats pourront prendre l'attache de la Direction du Budget et des Approvisionnements, par courriel au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de dépôt des offres, à l'adresse : courrier.ZDBA-SAMA@bceao.int.

Les demandes de renseignements parvenues au-delà du délai précité ne seront pas prises en compte.

Les questions formulées ainsi que les réponses apportées seront mises en ligne sur le site Internet de la BCEAO à l'adresse www.bceao.int

A ce titre, les candidats sont invités à visiter régulièrement le site internet de la Banque.

I.25. Délai - Pénalités de retard

Le délai de réalisation de la mission devra être indiqué dans la soumission et commencera à courir à compter de la date de signature du marché.

Ce délai devra être scrupuleusement respecté sous peine d'application d'une pénalité égale à un millième (1‰) du montant de la commande, par jour calendaire de retard.

Toutefois, le montant de ces pénalités ne pourra excéder trois pour cent (3%) du prix du marché.

I.26. Lieu d'exécution

La prestation aura lieu dans les locaux du Siège de la BCEAO sis à l'avenue Abdoulaye FADIGA à Dakar.

I.27. Réception

La réception des livrables se fera conformément au planning d'exécution validé préalablement par les deux parties.

Chacune des réceptions fera l'objet d'un procès-verbal signé par les deux (02) parties.

I.28. Modalités de paiement

En cas d'attribution, les modalités de règlement proposées sont les suivantes :

- une avance de démarrage de 30% après la signature du contrat de marché soumise à la constitution d'une caution de garantie délivrée par un établissement de crédit reconnu par la BCEAO. La mainlevée de cette garantie est effectuée par la Banque Centrale, au plus tard vingt-huit (28) jours à compter de la date de signature du procès verbal de réception provisoire ;
 - s'agissant du reliquat de 70 %, un échéancier tenant compte du planning d'exécution des différentes prestations, devra être proposé. A ce titre, le règlement des prestations exécutées pour chacune des phases du planning ne pourra se faire qu'après la validation des livrables des phases concernées.
-

DEUXIÈME PARTIE : TERMES DE RÉFÉRENCE

II.1. Contexte et Justification

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est l'Institut d'émission des huit Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Elle a pour mission de définir et mettre en œuvre la politique monétaire au sein de l'UMOA, veiller à la stabilité du système bancaire et financier de l'UMOA, promouvoir le bon fonctionnement et assurer la supervision et la sécurité des systèmes de paiement dans l'UMOA, mettre en œuvre la politique de change de l'UMOA dans les conditions arrêtées par le Conseil des Ministres, gérer les réserves officielles de change des Etats membres de l'UMOA.

Dans l'accomplissement de cette mission, la communication institutionnelle joue un rôle central. Levier essentiel de visibilité et de notoriété, elle contribue à promouvoir l'image et la réputation de l'Institution, en assurant transparence et proximité avec les différentes parties prenantes.

C'est dans cette perspective que la Banque a inscrit à son Plan Stratégique 2025 - 2027, l'objectif intitulé "Accroître sa visibilité et sa notoriété", à travers l'amélioration de son image auprès des partenaires et du grand public.

La réalisation de cet objectif requiert l'élaboration d'une stratégie de communication, en vue d'une meilleure adaptation des outils et moyens de communication de la BCEAO. A cet égard, il s'avère indispensable de s'appuyer sur un diagnostic exhaustif de la communication de la BCEAO pour disposer de données récentes sur les leviers à activer.

En effet, le dernier audit de la communication de la BCEAO remontant à 1997, il importe de tenir compte des profondes mutations que l'Institution a connues depuis lors, notamment en ce qui concerne les environnements informationnels, les pratiques, les outils et les attentes des parties prenantes.

Aussi, un audit du dispositif actuel de communication de la Banque permettra d'en évaluer la pertinence et d'identifier des axes d'amélioration pour proposer une stratégie de communication alignée sur la nouvelle Vision décennale de l'Institution énoncée par Monsieur le Gouverneur, à savoir "Être une Banque centrale innovante et résiliente au service des populations et du développement durable des économies de l'Union".

II.2. Objectifs

L'objectif général de cet audit est d'évaluer la performance de la communication de la Banque, d'identifier les points forts à amplifier, les opportunités à exploiter, les axes d'amélioration ainsi que les menaces ou risques à maîtriser, pour assurer sa cohérence avec la Vision susmentionnée. Il devra aboutir à des recommandations en phase avec la Politique de communication de l'Institution, qui ambitionne de "Porter une communication innovante, proactive et transparente de la BCEAO au service de l'Union".

De manière spécifique, l'audit vise à :

- réaliser un inventaire exhaustif du dispositif actuel de communication de la Banque (messages, textes, documents, notes, communiqués, brochures, supports, outils, canaux, etc.). Cet état des lieux intégrera ainsi les procédures et modes opératoires afférents à l'ensemble des activités de communication ;
 - établir un diagnostic complet de chaque élément du dispositif, en faisant ressortir les objectifs de communication y associés, les cibles, les indicateurs, pour en mesurer la performance réelle ;
 - analyser l'organisation de la fonction communication pour détecter les dysfonctionnements et mettre en exergue les difficultés et insuffisances (circulation de l'information, cohésion des équipes, adhésion aux valeurs de l'institution, maîtrise des risques) ;
 - mesurer l'écart entre l'image souhaitée par l'Institution et la perception réelle par les parties prenantes internes et externes ;
-

-
- formuler des recommandations pour optimiser les ressources (humaines et technologiques) disponibles en vue d'établir un plan d'actions en phase avec les résultats de l'audit et conforme aux bonnes pratiques.

II.3. Portée de l'audit

Au regard des objectifs susmentionnés, l'audit devra analyser la communication de l'Institut d'émission, à travers l'ensemble de ses sites, structures et partenaires institutionnels. Il couvrira les volets suivants :

- **la communication interne** : réunion des structures, fluidité de l'information, culture d'entreprise, sentiment d'appartenance, perception de l'image institutionnelle en interne ;
- **la communication externe** : relations médias, communication institutionnelle, événementielle, publications officielles, actions de parrainage et mécénat, perception de l'image de l'Institution par les partenaires et le grand public, gestion des fake news ;
- **la communication du Gouverneur** : messages clés, cohérence avec les missions, perception des parties prenantes sous-régionales et internationales ;
- **la communication de crise** : capacité de réaction, d'anticipation et de maîtrise des risques.

II.4. Méthodologie

La méthodologie privilégiera une approche intégrée combinant, la collecte des données, l'évaluation de la performance des outils et dispositifs en place, le recueil des messages diffusés et l'analyse des écarts par rapport aux ambitions de la Banque Centrale. Cette démarche permettra de formuler des recommandations pertinentes pour renforcer l'efficacité de la communication de la BCEAO.

A cet égard, il est suggéré, sans être exhaustif, les outils tels que les discussions de groupe, les entretiens individuels, les enquêtes de perception, le benchmark pour avoir une base comparative et relever des bonnes pratiques à recommander. Les outils proposés devront permettre de couvrir toutes les parties prenantes internes (management, responsables de Structures et agents de la Banque, Directions des Services Centraux, Directions Nationales, Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA, Commissions consultatives) et parties prenantes externes (partenaires institutionnels, Trésors Publics, banques et établissements de crédit, médias, grand public, structures sous tutelle, Institut de formation de renom, universités, centres de recherche..) . La méthodologie devra inclure des interviews et des discussions de groupe avec les équipes chargées de la communication au sein de la Banque.

II.5. Livrables attendus

Les principaux livrables seront :

- un rapport d'analyse des messages diffusés (notes, allocutions, communiqués, etc.) assorti de propositions d'amélioration ;
- une note de cadrage précisant la méthodologie, les outils et le chronogramme ;
- un rapport provisoire de l'audit ;
- un rapport détaillé de l'analyse de la situation de la communication au sein de la Banque ;
- des recommandations spécifiques qui serviront de base à l'élaboration de la stratégie de communication de la Banque.

Le rapport final devra comprendre par volet (notamment interne et externe) :

- l'état des lieux de la communication de la BCEAO ;
 - une cartographie des parties prenantes rappelant leurs rôles et attentes ;
 - une cartographie des outils et supports de communication avec les objectifs et cibles associés (journal interne, bulletin d'informations, calendriers, brochures, affiches, etc.), mettant en évidence les insuffisances et les axes d'amélioration ;
-

-
- une présentation synthétique du plan d'actions exposant chaque recommandation avec les actions à mettre en œuvre, les moyens, supports et résultats attendus ;
 - un plan de communication des résultats de l'audit auprès du Haut management, de la Direction de la Communication et des parties prenantes éventuellement concernées.

II.6. Durée de la mission

La mission est prévue pour une durée maximale de (3) mois, incluant la phase de collecte des données, l'analyse, la restitution intermédiaire et la validation du rapport final. Le calendrier détaillé sera précisé par le cabinet retenu dans la note de cadrage.

II.7. Profil du prestataire

- une expertise confirmée en stratégie et audit de communication institutionnelle (10 ans minimum) ;
- une expérience en gestion du risque réputationnel serait un atout ;
- une bonne connaissance de l'environnement socio-économique et du secteur bancaire et financier de la sous-région ;
- une maîtrise des environnements digitaux et des outils d'analyse d'audience ;
- une équipe pluridisciplinaire expérimentée disponible sur toute la période de la prestation (un expert en communication interne, un expert en communication externe, un spécialiste en marketing, un statisticien, un expert RH, un psychologue, un spécialiste en communication de banque centrale ou en gestion de risque réputationnel)

II.8. Modalités de pilotage

- Coordination technique : Direction de la Communication
- Comité de supervision : Direction de la Gestion Administrative et Sociale du Personnel, Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires.

II.9. Dossier de soumission

Les cabinets intéressés seront invités à soumettre :

- une offre technique comprenant : la présentation du cabinet, la compréhension des TDR, la méthodologie proposée, le calendrier d'exécution, l'organisation de la mission et la composition de l'équipe proposée avec les CV ;
- une offre financière détaillée ;
- les références du cabinet et attestations de bonne exécution de prestations similaires.

II.10. Modalités de sélection

L'évaluation des offres se fera sur la base des critères suivants :

- la compréhension des TDR et la pertinence de la méthodologie proposée ;
 - l'expérience et des références dans des missions similaires ;
 - la compétence et la disponibilité de l'équipe proposée ;
 - le coût global de la prestation.
-

TROISIÈME PARTIE : ANNEXES**ANNEXE 1 : Lettre de soumission**

(à reprendre sur papier en-tête du soumissionnaire)

(indiquer le lieu et la date)

A l'attention de :

MONSIEUR LE DIRECTEUR DU BUDGET ET DES APPROVISIONNEMENTS

BP 3108 DAKAR

BCEAO/SIEGE

Objet : Sélection d'un prestataire chargé de réaliser l'audit de la communication de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Nous, soussignés....., soumettons par la présente, une offre de prix pour [Indiquer l'objet de l'appel d'offres], pour un montant de.....FCFA HT/HD ou..... euros.

La durée de validité de notre soumission est de cent vingt (120) jours au moins pour compter du [indiquer la date limite de dépôt des offres].

Nous déclarons, par la présente, que toutes les informations et affirmations faites ci-dessous dans le cadre de cet appel offres sont authentiques et acceptons que toute déclaration erronée puisse conduire à notre disqualification :

1. Nous avons lu et compris les dispositions du présent dossier d'appel d'offres, et nous acceptons d'être liés par celles-ci.
2. Nous proposons de réaliser l'objet de cet appel d'offres dans les taux et prix indiqués dans l'offre financière incluse dans notre soumission.
3. Comme le prévoit le dossier d'appel d'offres, les prix mentionnés resteront fermes pendant la durée du contrat.
4. Nous n'avons aucun conflit d'intérêts pouvant remettre en cause notre participation au processus d'acquisition et à l'attribution du contrat.
5. Nous n'avons pas été déclarées inéligibles par la Banque.

Nous prenons l'engagement de respecter scrupuleusement les lois en vigueur dans notre pays d'enregistrement et le pays dans lequel le contrat est exécuté.

Nous comprenons que vous n'êtes nullement tenus à l'obligation d'accepter la proposition la moins disante, ni l'une quelconque des propositions que vous recevez.

Notre proposition engage notre responsabilité et, sous réserve des modifications résultant d'éventuelles négociations du marché, nous nous engageons, si elle est retenue, à commencer la prestation au plus tard à la date convenue lors des négociations.

Nous confirmons que le soussigné est autorisé à engager le(s) soumissionnaire(s) à respecter les obligations contenues dans le dossier d'appel d'offres et le contrat.

Signature du représentant habilité :

Nom et titre du signataire :

Nom de l'entreprise ou du groupement :

ANNEXE 2 : Fiche d'Information du Soumissionnaire*(à reprendre sur en-tête du soumissionnaire dans le dossier de présentation)*

Description	Détail			
Nom légal du soumissionnaire	<i>En cas de groupement , préciser toutes les sociétés</i>			
Forme juridique				
Année de création / début exercice				
Nature d'activités				
Adresse juridique, Ville, Pays				
Informations Bancaires (RIB)				
Données Administratives				
Noms	Numéro	Date de délivrance / validité	L'Autorité Signataire	
Régistre de commerce Quitus Fiscal				
Attestation de régularité sociale				
Données Financières des trois dernières années				
Bilan	n-3	n-2	n-1	
Capitaux propres				
Chiffre d'affaires				
Résultats nets				
Capacité d'autofinancement				
Références similaires				
Objet du marché	Références client	Valeur contrat	Période	Détail du marché

Signature du représentant habilité :

Nom et titre du signataire :

Nom de l'entreprise ou du groupement :

ANNEXE 3 : Formulaire de décomposition de l'offre financière
(à reprendre sur en-tête du soumissionnaire dans l'offre financière)

Le montant devra inclure tous les coûts liés à l'acquisition.

Monnaie de l'offre :

Désignations	Quantité	Prix unitaire	Montant total (HT/HD)

Signature du représentant habilité :

Nom et titre du signataire :

Nom de l'entreprise ou du groupement) :
